



LETTRE D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS LIBRE

Publication Mensuelle



N°1

Mars 2015

EDITO

La liberté est, selon l'histoire, l'apanage de la France, et ce depuis sa fondation par les Francs, tout comme le mot latinisé francus depuis le VIème siècle. La raison et le bon sens seraient également indissociables de la culture française ; par quel mystère ces fondements ne se retrouvent plus dans nos kiosques qui ne manquent pas d'étagères ? D'aucun voudrait faire croire que c'est le trop d'informations qui tuerait l'information, quelle duplicité ! Comme si une somme de mensonges agrémentés de lieux communs, de sophismes feraient une vérité ; pire encore, qu'il ne pourrait y avoir que deux formes de pensée : la bonne et la mauvaise. Si la liberté de la presse existait encore, ça se saurait ; quand à celle dite audiovisuelle, elle est devenue l'éégout collecteur de la pensée unique et de la vulgarité en suivant l'exemple étasunien.

Il existe, bien sûr, une presse discrète, sous forme de lettres confidentielles, onéreuses et trop souvent ultra spécialisées, et par quelques côtés, élitistes. Que reste-t-il au vulgum pecus qui n'a que peu de temps, de ressources pour connaître et comprendre les événements qui s'accomplissent et s'accélèrent ? Les deux choses dont l'homme a le plus soif, c'est d'eau et de vérité ; que vaut la première, si la seconde est empoisonnée ou réservée ?

Les récents et dramatiques attentats qui viennent de survenir en France démontrent la manière cynique dont le pouvoir a décidé de les détourner de leur sens pour se rapprocher d'un totalitarisme inquiétant. Le terrorisme institutionnalisé est malheureusement

né en France, sous la terreur. «Pas de liberté pour les ennemis de la liberté» clamaient les ténors du comité de salut public, il fallait régénérer le peuple crédule dans un bain de sang. Autres temps, autres mœurs, mêmes sophismes : pas de liberté pour ceux qui ne sont pas Charlie ! Qu'importe que vous soyez épris de liberté, respectueux de celle d'autrui, farouchement pacifique, si vous n'êtes point épris de cette hyperbole d'un genre nouveau, vous ne pouvez être qu'anathème !

L'haleine fétide de la censure unilatérale souffle sur les médias libres de la toile, les mailles se resserrent. Dans combien de temps vont elles se fermer ? La presse se frotte les mains et compose déjà ses requiem. Forte de son statut d'inutilité publique, grassement subventionnée par l'état et prise en main par l'oligarchie mondialisée, elle ne peut briller que par l'absence de contradicteurs. Les apophtegmes volent déjà, les geôles ouvrent leurs portes, la délation revient à ses heures de gloire, à ces heures de sinistre mémoire. Lisez les unes de vos quotidiens, ils ne veulent pas rater la curée, et plus que sonneurs de cors, ils se sont rabaissés au rang de chiens de meutes. Faire des journalistes accrédités un symbole de liberté, ce serait comme faire croire que l'on se promène la nuit au bois de Boulogne pour contempler la pleine lune, sentir les odeurs de l'automne ! Selon nos médias mainstream, la santé des hommes ne se serait jamais mieux portée, et les progrès de la science nous promettent une vie de plus en plus longue. (suite p.2)

SOMMAIRE

P.3 France

Les attentats de Charlie Hedbo : Les actes manqués de la France

P.7 Europe

L'étrange arrogance des Grecs vis-à-vis de l'Europe

P.9 Internationale

Ukraine : l'impossible traité de paix

P.11 Histoire

Commémoration Auschwitz : les oubliés d'Auschwitz

P.14 Economie

Le grand secret : l'économie dogmatique moderne, est en fait une escroquerie !





Selon nos médias mainstream, la santé des hommes ne se serait jamais mieux portée, et les progrès de la science nous promettent une vie de plus en plus longue. Les progrès techniques offrent une nourriture abondante, par des moyens de production agricole en constante évolution, une maîtrise et un contrôle de la biodiversité végétale et animale, merci le progrès à la sauce Monsanto.

Les banques du monde entier ont été recapitalisées pour relancer la croissance mondiale, et les représentants des peuples démocratiques et civilisés gèrent ces trois problèmes fondamentaux en bon père de famille ! Qui n'a pas compris ou vu que les cartels de la santé ne sont que des usines à fric, qui inventent plus de morts, qu'ils ne guérissent de monde ? Que les cartels de l'agrochimie ne sont pas aux services du monde végétal, animal, de l'agriculture, mais qu'ils mettent la planète et les écosystèmes en danger, poussent les agriculteurs au suicide ? Que les banquiers centraux privés ne sont là que pour détourner la richesse du monde au profit d'un petit nombre ? Que nos hommes politiques ne sont là que pour servir les systèmes évoqués ci-dessus, quel qu'en soit le prix que paieront ceux qu'ils prétendent servir ? Jamais l'humanité ne fut plus riche avec autant de famines et de guerres.

Pour toutes ces raisons, nous avons décidé de prendre notre plume et de vous livrer informations et analyses chaque mois, dans une lettre qui ne pourra s'élargir qu'à la mesure des moyens dont elle disposera. Ceux qui connaissent et

apprécient notre travail sauront, nous l'espérons, nous suivre dans cette nouvelle démarche. Il nous reste peu de temps pour agir, et la probité n'exclue pas la nécessité. Il serait d'une niaiserie coupable de s'imaginer David face à Goliath, avec pour seules ressources une plume, une caméra, une webcam, mieux vaut à ce stade se préparer à ne tenir que des propos aseptisés, chercher une fin confortable ; on ne peut dans ses moments se confronter aux mensonges sans moyens, chercher les sources de vérité, sans se déplacer, sans investir dans les derniers moyens d'informations malheureusement payants, acheter des livres, vérifier des témoignages. Il faut surtout une liberté de temps qui malheureusement a un prix, et s'attendre à quelques attaques judiciaires dans ce monde où il ne fait pas bon dire tout haut des vérités, que certains maîtres n'aiment pas entendre !

Il est également connu que la nature humaine accorde trop souvent peu d'intérêt et de valeur à ce qui est gratuit, les gens connaissent le prix de tout, mais la valeur de rien disait Oscar Wilde, « rien de neuf sur la planète ».

En attendant l'accueil que vous réserverez à cette nouvelle initiative, il faut maintenant se mettre au travail ; l'actualité et le mensonge quotidien ne laissent que peu de répit. La chasse aux sorcières annoncée par Hollande lors de la commémoration des 70 ans de la libération du camp d'Auschwitz contre les réseaux sociaux, et les lois qui se préparent pour la fin du mois de février, nous ont déterminé à mettre en place cette lettre plus rapidement que prévu.



Les attentats de Charlie Hedbo : Les actes manqués de la France

Inutile de rappeler les faits du double attentat ayant frappé la France les 7 et 8 janvier dernier, tout un chacun ayant pu suivre le déroulé de ces tristes journées en direct minute par minute sur l'ensemble des médias. En revanche, **peu d'entre eux se sont aventurés à analyser les causes potentielles de ces actes**, laissant le vulgum pecus, abruti par les images revues en boucles, livré à lui-même avec pour simple explication: «ces gens étaient des fous». Mais vous en conviendrez, personne ne naît «terroriste».

Rappelons, pour débiter, que les frères Kouachis se réclamaient de l'organisation d'Al-Qaïda au Yémen alors que Coulibaly se revendiquait comme un fidèle de Daesh.

Quelles sont les origines de ces deux groupes ?

Al-Qaïda est officiellement créée dans les années 80 par le cheikh Abdullah Yusuf Azzam (proche de l'organisation des Frères Musulmans) et son élève Oussama ben Laden. Al-Qaïda est l'héritière de l'organisation Maktab al-Khadamāt mise sur pieds pour contrer l'invasion russe en Afghanistan en décembre 1979, les Afghans étant opposés au régime soviétique. Qui est derrière Maktab al-Khadamāt ? La réponse vient de l'ancien directeur de la CIA, Robert Gates, qui, dans ses mémoires, déclare : «**les services secrets américains ont commencé à aider les moudjahidines six mois avant l'intervention des soviétiques**». Ceci dans le but d'inciter l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et de «les piéger dans leur guerre du Vietnam», dixit Zbigniew Brzezinski, alors conseiller à la sécurité nationale du président des États-Unis Jimmy Carter. Hillary Clinton, secrétaire d'états des États-Unis de 2009 à 2013, et possible candidate pour la Maison Blanche en 2016, l'explique également clairement dans **plusieurs interventions vidéos**. Une fois l'objectif atteint, c'est à dire la défaite de l'URSS, il fallait se débarrasser des combattants afghans, en vain. Mais le monstre avait-il vraiment échappé à son créateur ?

On soupçonne fortement Oussama ben Laden, qui fut à la tête d'Al-Qaïda jusqu'à sa mort, d'avoir été soutenu par les services secrets américains et l'entremise de l'Arabie Saoudite dont il est originaire, plus particulièrement l'ONG saoudienne **International Islamic Relief Organization**, considérée officiellement comme proche d'Al-Qaïda et associée à la Fondation Sanabil Al Khair qui gère ses dons.

Sibel Deniz Edmonds, ex-FBI et lanceur d'alerte américaine, déclare dans une interview que les Etats-Unis ont «entretenu des relations très étroites avec ces gens. Nous avons réalisé des opérations en Asie Centrale avec ces groupes, les utilisant comme nous le faisons déjà durant le conflit soviéto-afghan, et **nous les avons utilisés jusqu'au 11 septembre**».

Pour l'anecdote, la fondation Sanabil Al Khair travaille aujourd'hui de concert avec la fondation Qatarie Sheikh Thani Ibn Abdullah for Humanitarian Services (RAF), par exemple, à la construction de l'école de Djibouti, inaugurée en grandes pompes en mars 2014 par la RAF et la société Qatar Airways, sponsor des plus grands clubs de football de la planète.

Travailler plus pour la bande du Fouquet's

Le Pentagone à la française, en chantier depuis 2011, sort de terre et sera inauguré en grande pompe en 2015. Le bâtiment, futur siège du ministère de la Défense, érigé sous forme d'Hexagone (représentant la France) aura coûté 4 milliards d'euros. L'État ne sera pas le seul propriétaire puisqu'il s'agit d'un partenariat public / privé. Conséquence : l'état devra verser une redevance annuelle de 154 millions d'euros par an. Notons le timing parfait entre la date de livraison de cet ouvrage et les attentats meurtriers de Paris en janvier dernier. Simple coïncidence probablement mais qui justifie à lui seul la construction de ce nouvel outil et fera passer la pilule de son coût beaucoup plus facilement alors que les comptes de l'État sont dans le rouge.

Dans l'émission «les infos dont on parle peu n°1» datée de janvier 2012, nous nous posons la question de savoir si le chantier bénéficierait aux entreprises françaises. Question fort à propos car c'est à «Bouygues Construction» qu'a été attribué l'énorme chantier. Attribution contestée ayant même fait l'objet d'une enquête. Pour mener à bien le projet, «Bouygues Construction» a fait appel à des sociétés sous traitantes, dont certaines obscures qui, elles-mêmes, ont fait appel à des travailleurs à bas coûts de main d'œuvre. C'est ainsi que plusieurs ouvriers se sont retrouvés à camper entre le périphérique parisien et une décharge publique et de plus sans être payés pendant deux mois.



Daesh est [une organisation créée en 2006, selon Nabil Na'eem](#), ancien membre actif d'Al-Qaïda, qui a « déviée après la mort de ben Laden et s'est orientée vers le Takfirisme ». Cette scission est conséquente au refus d'allégeance d'Abou Omar al-Baghdadi au successeur de ben Laden, Ayman al-Zaouahiri. [Le don d'un milliard de dollars du Qatar](#) à cet organisme a permis la mise en place d'une armée de libération en Egypte après la destitution de Mohamed Morsi et l'arrestation des Frères musulmans en juillet 2013. La finalisation de ce mouvement de libération sera **décidée en Turquie**, lors de d'une conférence internationale des Frères musulmans turcs, par l'intermédiaire de Ali Kurrah Zadah, toujours selon Nabil Na'eem.

Les liens Qatar, Arabie Saoudite, Occident

Cette présentation succincte qui demanderait un numéro entier pour en exposer les détails, pose plusieurs questions. Tout d'abord, sur la concussion entre les états occidentaux, le Qatar et l'Arabie saoudite. Pour comprendre l'extraordinaire prospérité des monarchies du Golfe et leurs influences, il convient de remonter au [pacte du Quincy](#). Celui-ci s'articule autour de quatre principes et un accord secret : le retour des juifs en Palestine. Ce n'est qu'au dernier jour de la réunion de Yalta que Roosevelt fit part à Churchill de son intention de rencontrer de roi Ibn Saoud dont on disait qu'il ne connaissait que trois plaisirs dans la vie : les femmes, la prière et les parfums. Si les quatre premiers points sont largement connus par les historiens, les archives permettent de comprendre que le souci premier de Roosevelt était l'établissement d'un foyer juif en Palestine, les autres points n'étant que des compensations. Le Roi d'Arabie saoudite fit comprendre à Roosevelt que le dédommagement des juifs d'Europe, spoliés par les nazis, était du ressort des alliés, ce n'était pas aux Arabes de donner leur terre mais aux Européens de rendre ce qu'ils avaient volés.

C'est seulement à la fin de la conversation que le président américain aborda ce qui deviendrait une alliance stratégique entre les deux pays à partir des points suivants :

- **La stabilité de l'Arabie saoudite fait partie des « intérêts vitaux » des États-Unis** qui assurent, en contrepartie, la protection inconditionnelle de la famille Saoud et accessoirement celle du Royaume contre toute menace extérieure éventuelle
- Par extension la stabilité de la péninsule Arabique et le leadership régional de l'Arabie saoudite font aussi partie des « intérêts vitaux » des États-Unis
- En contrepartie, le Royaume garantit l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain, la dynastie saoudienne n'aliénant aucune parcelle de son territoire, les compagnies concessionnaires ne seraient que locataires des terrains
- Les autres points portent sur le partenariat économique, commercial et financier saoudo-américain ainsi que sur la non-ingérence américaine dans les questions de politique intérieure saoudienne.

De plus la création du pétrodollar ne fut possible que grâce à la collusion de l'Arabie saoudite après les chocs pétroliers de 1973 et 1979.

Roosevelt fut emporté par la maladie le 12 avril 1945. Au lendemain de son décès, Harry Truman réunit ses ambassadeurs en Egypte, au Liban, en Syrie, en Arabie saoudite, ainsi que le Consul général en Palestine. Selon les notes du Colonel Eddy et du procès verbal de l'entretien du 14 février, Truman expliqua à ses diplomates sur la question de l'établissement d'un foyer juif en Palestine : « **Messieurs, je suis désolé, je dois répondre à l'attente de centaine de milliers de gens qui veulent le succès du sionisme ; je n'ai pas des centaines de milliers d'arabes parmi mes électeurs** ». Truman admit le partage de la Palestine et reconnu le jeune état d'Israël.

Bien qu'ulcéré, Ibn Saoud accepta son alliance pétrolière stratégique avec l'Amérique pour une durée de soixante ans, reconduite par Georges W. Bush en 2005. Les relations avec les Etats-Unis se sont tendus récemment suite à la baisse continue du pétrole depuis juin 2014.

L'Arabie saoudite est également le premier partenaire commercial de la France dans le Golfe et le deuxième au Moyen-Orient.

[Dépêchez-vous de gagner la guerre contre Daesh](#)

Le seul porte-avions français, le Charles de Gaulle doit être révisé. Actuellement en mission au large des côtes d'Irak pour se battre contre l'État islamique, un problème de taille s'annonce : en effet, le fleuron de la marine française doit être de retour en France avant septembre 2016, date à laquelle il doit être révisé de fond en comble pendant 1 an et demi. Coût de l'opération de maintenance : 1.3 milliard d'euros.



Le Qatar ensuite, dont l'économie repose essentiellement sur le pétrole et le gaz, a été reconnu par les Etats-Unis dès sa déclaration d'indépendance en 1971. Le Qatar a coopéré militairement avec les Etats-Unis dans sa guerre contre l'Irak en 1991 et abrite depuis 2003 le commandement central des forces américaines dans le Golfe Persique ainsi que **le plus grand dépôt d'armes américaines au monde.**

La France, attirée par l'odeur alléchée de l'argent bien frais, a ouvert grandes ses portes aux investissements qataris dans tous les secteurs : immobilier, financier, sportif, économique, si bien que l'influence de ce petit pays du Golfe est devenue incontournable.

D'où viennent les armes de Daesh si ce n'est des pays industrialisés, Etats-Unis en tête mais aussi de la France, toujours bien placés dans le classement mondial des pays exportateurs ?

En novembre 2014, il a été établi clairement que [le Qatar abritait un camp d'entraînement militaire à l'usage des rebelles de l'Armée de Syrie Libre \(ASL\)](#). Difficile cependant de savoir exactement qui est formé dans ce camp, gardé par les forces spéciales qataris avec l'aide des Etats-Unis, bien sûr.

Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, ont une énorme part de responsabilité dans la mise en place d'Al-Qaida et de Daesh. Vincent Desportes, général de division de l'armée de terre française, a déclaré à propos de Daesh en décembre 2014 devant la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : «Quel est le docteur Frankenstein qui a créé ce monstre ? Affirmons-le clairement, parce que cela a des conséquences : **ce sont les États-Unis.** Par intérêt politique à court terme, d'autres acteurs – dont certains s'affichent en amis de l'Occident – d'autres acteurs donc, par complaisance ou par volonté délibérée, ont contribué à cette construction et à son renforcement. Mais les premiers responsables sont les États-Unis». De l'autre côté de l'Atlantique, Wesley K. Clark, ancien général américain, vétéran du Vietnam a déclaré il y a quelques jours : «**Daesh a été créé grâce au financement de nos amis et alliés.**»

A cet immense désastre, il fallait trouver un responsable : les services secrets américains dans leur dernier rapport pointent du doigt la responsabilité française en la personne du président François Hollande «qui devrait aller au-delà de l'expression de ses remords quant à l'inaction de son gouvernement depuis

l'été 2013 pour soutenir efficacement les opposants soi-disant « modérés » au gouvernement de Damas». Il faut reconnaître qu'à cette époque notre président était plus occupé à ses virées nocturnes en scooter. Notons dans le même temps que les Etats-Unis ont officiellement cessés de soutenir l'ASL en Syrie.

Peut-être, pensaient-ils que leurs pions placés au sein de Daesh seraient plus efficaces pour arriver à leurs fins inavouables.

La Turquie alliée des djihadistes

Les routes du Jihad européen sont bien connues de nos services secrets : c'est par la Turquie qu'ils transitent tous (on parle de plus de 2000 français) pour avoir accès à la Syrie et tous les pays du Golfe dont le Yémen où **Chérif Kouachi a suivi 20 jours d'entraînements dans un camp d'Al-Qaïda en juillet 2011.**

A la question : «pourquoi la Turquie n'arrête pas tous ces français qui passent par là pour aller se battre ?» [Selon Fabrice Balanche, directeur du Groupe de Recherches et d'Etudes sur la Méditerranée et le Moyen-Orient](#), citant Manuel Valls : «la situation est plus compliquée que cela». La Turquie laisse faire et appuie les djihadistes, cela fait partie de leur carte géopolitique de les utiliser contre la Syrie car ils voudraient faire tomber le régime d'Assad pour déployer leur puissance économique et géopolitique dans cette région.

Si les Occidentaux voulaient combattre efficacement les djihadistes, la première décision serait de faire pression sur la Turquie, membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Mais celle-ci, au carrefour entre l'Europe et l'Asie joue un double jeu selon ses propres intérêts, forte des accords secrets signés avec Allan Dulles pour les Américains juste après la seconde guerre mondiale. C'est pourquoi aucun bloc n'est en mesure de faire pression sur elle.

La France à la remorque des Etats-Unis

La France est revenue dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009 sous la présidence Sarkozy, 43 ans après la décision du président Charles de Gaulle d'en sortir. Dès lors, la position française sera calquée sur celle des Etats-Unis : guerre en Libye qui débouchera sur le lynchage en direct et en mondovision de Kadhafi pour le plus grand plaisir de BHL et ses acolytes.



Guerre en Syrie, avec le soutien de tout l'occident contre le régime de Bachar Al-Assad, accusé de tuer son propre peuple. Il n'est pas question ici de légitimer Kadafhi ou Bachar Al-Assad mais simplement de pointer du doigt les incohérences de la politique étrangère française qui a invité officiellement ces deux leaders arabes, respectivement en décembre 2007 et pour le défilé du 14 juillet 2008, avant de soutenir les révolutions arabes et toutes les mouvances djihadistes ! Soutenir les États-Unis et ses guerres impériales, c'est prendre le risque de voir ses ennemis devenir les nôtres. La tentation de combattre l'Occident, après ses dernières sorties en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, en Libye, en Syrie devient la dernière lubie de la «jeunesse française» désœuvrée. **La France, elle, se trouve à portée de tirs de ses éventuels ennemis, de par sa proximité avec les conflits mais aussi, et surtout, par une frange de sa population qui se reconnaît dans la lutte contre l'agression occidentale.** D'où proviennent ces racines djihadistes ?

Comme le dit Étienne Chouard «il faut remonter à la cause des causes»

Annonçons-le d'emblée, la cause première de cette perte de repère est le système qui repose sur la dette, les profits et la croissance infinie. L'argent est le nerf de la guerre, le but ultime de notre société. La France a toujours été une terre d'accueil, cependant l'immigration s'est incroyablement accélérée au début des années 2000 par la mondialisation du commerce, obligeant les entreprises à récupérer une main d'oeuvre peu chère, ou à délocaliser. Les immigrés représentaient environ 6% de la population au début des années 2000, ils représentent aujourd'hui environ 9% selon les statistiques officielles. **Malheureusement, l'incompétence de nos gouvernements à créer de l'emploi, à recevoir décemment ces nouveaux arrivants risque d'engendrer un terreau fertile aux doctrines nauséabondes.**

Une sempiternelle repentance colonialiste, une intégration difficile due à un certain rejet, a laissé aux nouveaux arrivants une rancoeur inversement proportionnelle à la place qu'ils ont trouvé en France. La première conséquence est certainement l'échec de l'éducation : il sort chaque année plus de 120 000 jeunes sans diplôme valorisant dans un monde urbain où la promiscuité et la tentation découragent

toute ambition professionnelle et sociale. C'est précisément l'histoire des frères Kouachi, sans diplôme, qui tombent dans la petite délinquance avant de se radicaliser. Même chose pour Amedy Coulibaly à une différence près : il s'est «takfirisé» en prison où la concentration autorise les pires associations. Le dernier sens pour émerger du troupeau : faire la Une des journaux ou s'inventer une croisade.

La faillite du système

Le chômage en France suite aux scandaleuses délocalisations encouragées par tous les gouvernements depuis 1970, n'est plus conjoncturel mais structurel. Notre système est perpétuellement en crise et notre dette augmente à une allure vertigineuse. L'économie mondiale va régulièrement de krach en krach détournant la richesse publique au détriment du bien commun, au profit des spéculateurs. Les entreprises rentables ont été bradées aux intérêts privés. La police de proximité mis en place en 1998 par le gouvernement Jospin, dernier maillon reliant les jeunes en échec scolaire et l'État, a été abandonné par Nicolas Sarkozy en 2003, sur l'autel des économies. Deux ans plus tard éclatait des émeutes dans toute la France : trois semaines de violences urbaines. Les voyants étaient déjà au rouge et les politiques se sont tous répandus dans les médias pour nous dire que «les leçons avaient été tirées». Rien n'a été fait, au contraire, la réalité économique a repris le dessus. Le Karcher de Sarkozy s'est terminé en pistolet à eau pour cour de récréation. Ajoutons encore la fameuse doctrine du choc des civilisations de Samuel Huntington qui n'a jamais été autant d'actualité avec des personnages publics (Zemmour, Morano, Cukierman) n'hésitant pas à mettre de l'huile sur le feu dans les plus grands médias, vous obtenez au final une société française paupérisée, divisée, apeurée et donc manipulable à souhait.

Les événements que nous avons connus en janvier 2015 sont une conjonction de tout ce que nous venons d'évoquer : politique extérieure hystérique, politique intérieure anémique dictée par Bruxelles, des marchés financiers omnipotents et une intégration inéluctablement ratée. On ne peut servir deux maîtres à la fois : les marchés financiers et le bien commun.

Les attentats qui servent et ceux qu'il faut oublier seront développés dans la prochaine lettre.



L'étrange arrogance des Grecs vis-à-vis de l'Europe

La position des grecs depuis l'arrivée au pouvoir du groupe Syriza a étonné plus d'un économiste, politologue. Comment un si petit pays, soi-disant au bord de la faillite, peut-il se permettre une telle arrogance ?

Les chancelleries et autorités européennes n'ont certainement pas remarquées que, discrètement, [la Russie a offert son aide à la Grèce](#). Mais de quelles aides s'agit-il ? Elles sont forcément de nature économique car immédiatement, les grecs se sont permis de repousser les diktats de la Troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne et FMI), en précisant que ce n'était pas un problème pour eux.

La Grèce et son peuple, saignés depuis 5 ans, se retrouvent ainsi courtisés par les russes et soutenus par les américains dans leurs requêtes financières. Ces derniers, aveuglés par leur guerre asymétrique contre la Russie, ne se soucient pas des pièges mortels dans lesquels ils entraînent l'Europe. La BCE ne peut pas s'asseoir sur les **207 milliards d'euros de déchets financiers toxiques** générés par cette crise depuis 2010, car il ne faut pas se voiler la face, ces sommes colossales n'existent déjà plus. Les financements indirects de l'Ukraine et les sanctions contre la Russie, ne font que rajouter aux déboires financiers de l'Europe.

58 milliards d'euros ont servi à recapitaliser les banques, 101 milliards d'euros ont été reversés au créancier de l'état grec et 35 milliards d'euros sont partis en fumée consacrée à payer les intérêts des bons du Trésor en attente. Ce sont donc au total **195 milliards d'euros qui sont allés directement dans les poches de la finance** et qu'il faudra passer en pertes et profits. En fait, les plans de sauvetage de la Grèce étaient des plans de sauvetage des banques européennes. Une sortie de la Zone euro ou de l'Union Européenne, qu'elle soit le fait des Grecs, des Européens, des pressions américaines ou d'une aide, in fine, de la Russie, ne feront de l'Europe que la victime collatérale de la guerre économique à mort que se livrent les Russes et les Américains. Cette question n'a pas été résolue et il y a peu de chance que la Grèce, maintenant qu'elle a gagné quatre mois, ne prépare pas une surprise à la Troïka. Si ce n'était pas le cas, ce serait un aveu implicite de la trahison de Syriza envers ses électeurs. De plus, l'égoïste intransigeance de l'Allemagne qui est la première bénéficiaire de la monnaie unique masque l'intérêt discret qu'elle porte à la sortie de la zone

économique de la Grèce ; à qui elle préférerait faire porter la responsabilité d'un clash. Les dernières négociations, camouflet aux inspirations du peuple grec en était arrivées à un tel point que les ministres respectifs allemands et grecs ne se parlaient plus que par personnes interposées, et que c'est Alexis Tsipras qui apposa sa signature sur l'accord provisoire. Pour rajouter encore de l'huile sur le feu des relations germano-grecques, M. Schäuble, lors du vote définitif de l'accord au parlement européen s'est fendu d'une déclaration pour le moins méprisante : « Les discussions avant et après les élections grecques n'ont pas rendu cette décision (de prolonger l'aide au pays) plus facile. Les discussions des derniers jours et des dernières heures non plus, pour le dire avec beaucoup de **retenue amicale** ».

Dans ce contexte, la riposte des Russes contre les sanctions économiques européennes se retrouve toute entière dans la réclamation de réparations de guerre envoyée à l'Allemagne. La somme de 4 milliards d'euros, [réclamée par les Russes](#) légitimise [la demande des Grecs](#), pour les mêmes motifs, s'élevant elle à 162 milliards d'euros, soit l'équivalent de la moitié de sa dette. Il y a fort à parier que dans les chancelleries européennes les téléphones rouges sont chauffés à blanc, car l'intransigeance allemande va être payée par un retour à l'envoyeur. Si un créancier ne remet pas sa dette à un débiteur, elle reste exigible. Ce qui est valable pour l'un, l'étant pour l'autre, il ne reste plus qu'à l'Allemagne le choix d'endosser cette somme, au risque de faire exploser la Zone euro dans son ensemble. Dernier argument de poids en faveur de la Grèce, sa spectaculaire cure d'austérité depuis 4 ans, lui a permis de redresser ses comptes courants et lui permettrait de sortir de la Zone euro, sans sombrer dans une crise à la Weimar ! M. Hollande et sa clique d'incapables feraient bien de méditer cet exemple, au lieu d'alourdir le char de l'état, ses fastes, ses pompes et ses ors.

Les fossoyeurs de la Grèce. Petit retour en arrière.

Rentrer dans l'Union Européenne et ses mirages, avait un prix : renoncer au bien commun du pays et du peuple pour appliquer les « critères de Maastricht ».



Ce sont donc officiellement les experts de chez [Goldman Sachs](#) qui ont permis au gouvernement de trafiquer ses bilans pour rentrer dans la Zone euro, moyennant de grosses commissions en retour (300 millions de dollars).

Peu enclin aux critères de morales élémentaires, **ce sont les affidés de cette même banque qui spéculeront sur ce même pays en pariant sur sa faillite !**

Heureusement, il y avait Trichet

Pour résoudre cette crise, il fallait imposer à ce pays un régime d'austérité, et comme disait M. Juncker à cette époque : « on ne peut pas faire le bonheur des grecs malgré eux ». Si M. Juncker est actuellement le président de la Commission européenne en charge de régler ce dossier brûlant et accessoirement, ancien organisateur du plus grand scandale de dissimulation de bénéfice via le Luxembourg lorsqu'il en était le premier Ministre, M. Trichet n'en offre pas moins quelques casseroles délicieuses.

Jean-Claude Trichet en correctionnelle pour les faux bilans du Crédit Lyonnais est mis en examen par le juge Courroie en 2002.

Georges Soros, toujours dans les bons coups !

Petit retour sur le choc financier de la première quinzaine de janvier : la décision de la banque Suisse du 15 janvier et dont on ne connaît pas encore les répercussions a quand même été anticipée miraculeusement par Georges Soros et son fond d'investissement qui jouait le franc suisse à la baisse depuis plusieurs années ! Quel feeling de sortir de cette position quelques semaines avant alors que la BNS prétend n'avoir prévenu personne !

De la faillite honteuse du Crédit Lyonnais qui aura coûté 100 milliards de francs à la France, ce bon gestionnaire ressortira blanc comme neige, prêt à expliquer que les pertes, c'est au peuple de les assumer. Le problème dont tous ces laquais de la finance n'ont cure, c'est le prix qu'il en coûte. Il serait donc temps que le peuple connaisse le lien incestueux qui unit ces représentants de la justice économique européenne, élus par personne. Ils font tous partie d'un groupe de réflexion (think tank) : «the group of thirty» dont le président est M. Trichet !

Ces grands économistes se doivent donc de s'occuper en premier lieu des grands bienfaiteurs philanthropes, fondateurs et financiers permanents de cette fine équipe !

Le Groupe des 30 a été fondé en 1978 à l'initiative de la Fondation Rockefeller. La liste des mécènes se trouve [ici](http://www.group30.org/contributors.shtml) (<http://www.group30.org/contributors.shtml>). On y trouve la crème de la finance internationale, toutes les banques qui détournent honteusement des milliards, au profit de quelques uns, ceux qui ont inventé l'austérité pour les peuples en les menant à la ruine dans l'opulence.

Face aux puissances financières occultes que les représentants de Syriza doivent affronter, espérons que les inventeurs de la démocratie arrivent à faire tomber le masque de cette bête immonde.

Cristina Kirchner blanchie !

La présidente argentine n'est plus mise en cause dans l'affaire Nisman. Pour rappel, la presse du monde entier s'est indignée de son rôle dans la mort dudit procureur qui la soupçonnait d'avoir empêché des investigations contre des Iraniens, principaux suspects dans l'attentat à l'encontre du siège de l'association juive AMIA, à Buenos Aires. Toute la presse mainstream a crié au scandale avant que la justice n'ait rendu son verdict. Cette condamnation hâtive fait suite au discours audacieux de Mme Kirchner au mois d'août 2014 à l'ONU dans lequel elle accusait les fonds de pension et la justice américaine de saigner son pays. De plus, elle doutait de l'apparition aussi rapide d'organisations islamistes et terroristes au Proche et Moyen-Orient, sous entendant le rôle joué par les Etats-Unis et son allié le plus proche Israël. Cette affaire fera l'objet d'une étude plus approfondie dans la lettre 2.



Ukraine : l'impossible traité de paix.

Le traitement de la « guerre civile » en Ukraine par nos médias ressemble à s'y méprendre à toutes celles qui ont caché les pires méfaits, comme le Rwanda, le Kosovo, et particulièrement la Serbie que le tribunal international vient de reconnaître innocente du crime de génocide. C'est néanmoins par ce prétexte que les Etats-Unis justifiaient leur intervention en Yougoslavie, après l'acte d'accusation porté par Mme Albright aux Nations Unies. Les crimes commis contre les populations civiles serbes par les forces de l'OTAN ne doivent pas gêner le sommeil de Madeleine, qui, toute honte bue, a jeté son dévolu sur les biens de la Serbie, au profit des affaires financières sombres de la compagnie dont elle est directrice : Albright Capital Management. En effet, cette dernière brigait en 2012 le rachat de la compagnie de télécommunications PTK, l'une des entreprises les plus rentables du Kosovo. Pour autant, propriété de droit du gouvernement serbe, ce rachat est purement illégal puisque son appropriation par les dirigeants kosovars est nulle et non avenue en Droit commercial international. Une violation de la loi qui ne semble pas déranger Mme Albright, ni son entreprise très rentable. C'est par ce même procédé que le fils de Joe Biden, Vice-président des Etats-Unis, s'est retrouvé « bombardé » administrateur de Burisma Holdings, plus important producteur privé de gaz d'Ukraine.

De la guerre de Yougoslavie à la guerre d'Ukraine même mode opératoire : il faut neutraliser la Russie par une crise financière avant les hostilités.

En 1998, la Russie se retrouve dans une des pires crises de sa courte histoire post-Soviétique, qui obligea le gouvernement à se déclarer en défaut de paiement suite à la spéculation sur les bons du Trésor, les GKO. La Russie se retrouva avec une inflation de 85 % et une dévaluation du rouble. Cet effondrement fut initié par le premier fond spéculatif du monde, le célèbre LTCM, composé des soi-disant plus grands cerveaux de la finance américaine, ainsi que deux futurs lauréats du « prix Nobel d'économie » (Myron Scholes et Robert Merton). Le dossier de cette sombre affaire a eu le bon goût de partir en fumée avec l'effondrement de la tour WTC 7, ainsi que tous les scandales financiers de la décennie un certain 11 septembre. C'est donc dans un silence assourdissant de la part des Russes que la Serbie se retrouva sous un déluge de feu, et que se termina le dépeçage de l'ex-Yougoslavie.

Il faut préparer les cerveaux, organiser une révolution démocratique

Et dans ce genre de latrines, immanquablement on retrouve Georges Soros qui déversa des millions de dollars par le truchement de plus de 203 associations dans les Balkans pour préparer les esprits à bien penser. En décembre 1996, le président croate Franjo Tudjman note son influence : « Avec l'aide de Soros, les organisations ont complètement infiltré la société. (...) Elles ont impliqué dans leur projet 290 institutions différentes, ainsi que des centaines de personnes. (...) A travers le soutien financier, elles ont attiré des membres de tous les âges et de toutes les classes, depuis des lycéens jusqu'aux journalistes, professeurs et académiciens, venant de tous les milieux, la culture, l'économie, la science, la santé, le droit et la littérature. (...) elles disent ouvertement que leur devoir consiste à changer les structures de propriété et de gouvernement à travers des donations. (...) Pour créer des conditions favorables à la subversion de l'autorité et à la situation actuelle en Croatie, pour exercer un contrôle sur toutes les sphères de la vie, elles entendent concentrer leurs énergies et leur influence sur les médias et le monde de la culture. » Georges Soros, ce soi-disant « philanthrope juif athée » comme il se définit lui-même, a imprimé la carte du monde financier et politique depuis quatre décennies, bien plus que la majorité des présidents en exercice. D'aucuns devraient commencer à se poser la vraie question : qui détient le pouvoir ?

De Sarajevo à la place Maïden

C'est le secret de polichinelle : toutes les crises ainsi que les révolutions en Ukraine ont été initiées et financées par le même Georges Soros, celle de la place Maïden plus que toutes autres. Si d'aventure un président « élu » contestait ou rechignait, ne serait-ce qu'une ligne d'un traité commercial avec les Etats-Unis, et son sherpa l'Europe, les foudres de la révolution s'abattraient sur lui. Le très corrompu Viktor Ianoukovitch en a fait la triste expérience. Fort de la générosité de son sol, de la richesse de ses sous-sols, il a non pas rejeté l'accord d'association avec l'Union Européenne, mais la partie concernant les OGM, qui lui semblait inutile et qui immanquablement serait imposée à l'Ukraine **via le traité transatlantique**. Les « révolutionnaires » du Maïden n'ont même pas compris qu'ils défendaient les intérêts de Monsanto !



Pour clore la question Soros, nous reprendrons la définition qu'en a faite Europe-Israël dans son journal, afin d'éviter toute attaque malveillante :

«Donnez des milliards à un homme qui a ce qu'on appelle « la haine de soi » (et donc des autres) et vous obtenez un singe enragé avec une kalachnikov dans une cour d'école à l'heure de la récré».

La suite, tout le monde la connaît, vraiment ?

Si c'est par le prisme de nos médias mainstream, on peut en douter. Leurs efforts de syntaxe ne manquent pas : les rebelles seraient prorusses, alors qu'ils sont simplement russo-phones. Ce serait des terroristes. A-t-on jamais vu un terroriste défendre sa terre et sa famille ? Ils seraient les agresseurs, alors que l'interception des messages audio prouve la volonté génocidaire du pouvoir ukrainien contre ces populations russo-phones, prétendant dans un premier temps, **leur interdire l'usage de leur langue maternelle ce qui est le départ de l'insurrection**. Il faut savoir que les députés du Donbass avaient approuvé l'élimination du pouvoir en place après la chute d'Ianoukovitch. Ils auraient abattu un avion de ligne civil, mais la commission d'enquête n'est pas prête de donner ses conclusions, pour les raisons que l'on imagine. Mieux encore la Malaisie, première victime de ce crime, a été rejeté de cette commission ! Ils se battent contre un pouvoir issu d'un coup d'état mais on récuse leurs élections. Ils seraient soutenus par des colonnes de chars russes, il s'avère que les photos en questions ont été prises en 2008 en Ossétie, même leurs chers amis américains en ont été excédés. Ils font prisonnier des milliers de militaires ukrainiens, ils les relâchent contre une simple promesse, quand ces derniers depuis quelques jours bombardent leurs familles avec des missiles à fragmentation made in USA, pendant que le prix Nobel de la paix Barack Obama prétend réfléchir encore à l'opportunité de livrer des armes létales à Kiev.

De l'attitude de Poutine

Supposons, comme essaie de nous le faire percevoir la propagande occidentale : Vladimir Poutine est un fou autiste, un dictateur, un nostalgique de l'ex-URSS, l'homme le plus riche au monde, voir un introverti refoulé; mais que peut-il faire ? Poser la question, c'est un peu y répondre, car dans tous les schémas

proposés, il n'en reste pas moins d'une intelligence bien supérieure à la moyenne des autres chefs d'états concernés. Il va de soi que le nôtre est hors concours et même lanterne rouge incontestable. Poutine est également un féru d'arts martiaux, là se trouve la réponse : utiliser la force de l'adversaire pour le déséquilibrer. On lui impose des sanctions économiques qui mettent son pays a mal, peu importe, il sait que la résistance de son peuple aux pénuries et à la faim est dix fois supérieure à celle des européens. On divise le prix du pétrole par deux, qu'importe, à ce régime les Américains subiront un effondrement économique bien avant la Russie, et si l'on ne peut affirmer vraiment qui a initié ce mouvement baissier brutal, il est certain que les Russes ne changeront rien pour faire remonter les cours du pétrole. Ce n'est pas d'hier que les élites financières de Wall Street trahissent les intérêts du peuple américain et ceux du monde en général, pour accentuer les crises, si propices à leur complexe militaro-industriel et pétrolier quel qu'en soit les conflits. Quand nos grands stratèges auront compris qu'il ne reste plus que la guerre, soit ils se coucheront, soit ils ouvriront les portes de l'enfer. Ce n'est ni plus ni moins ce qu'affirmait notre président à la dernière réunion tripartite. On pourrait se demander quels sont les ordres reçus par ses commanditaires, quand on voit avec quels empressements il cherche les campagnes belliqueuses les plus périlleuses ? La réponse se trouve peut-être dans son [lapsus du 20 septembre 2013](#), où il confondait fin de l'année et fin du monde.

L'encre du traité de Minsk 2.0 n'est pas encore sèche, qu'il est de facto caduc par le simple fait que la signature du gouvernement d'Ukraine a été apposée par la main de Koutchma, personne sans autorité ! Il serait inutile ici d'énumérer les nombreuses indécisions contenues dans ce traité, tant elles relèvent de vœux pieux et de conséquences implicites. La première d'entre elle, nettoyer vite les fusils, la seconde, mobiliser et préparer le plus rapidement possible des troupes fraîches, sur ce point, les deux camps sont unanimes.



Commémoration Auschwitz : les oubliés d'Auschwitz

Encore une fois les commémorations ont abouti à un consensus général : il ne faut pas oublier la barbarie, l'inhumain. La pantomime mémorielle cache trop de coupables, pour être innocente !

Heureusement, la traque contre les anciens nazis perdure. Encore une fois la pugnacité a payé : ils sont parvenus à mettre sous les verrous un redoutable criminel, Oskar Groening, ancien comptable du camp d'Auschwitz, durant les trois derniers mois avant la libération, se retrouve devant un tribunal à l'âge de 93 ans...

Les crimes commis par les SS, resteront heureusement imprescriptibles ; néanmoins quel sens donner à cette arrestation quand d'autres, à l'ombre des discours officiels, courent toujours avec l'aide de ceux qui prétendent les poursuivre ? **« Nos chers amis américains » seraient bien avisés d'expliquer au monde ces archives déclassifiées du FBI où il est écrit clairement qu'ils auraient exfiltré la Bête, c'est-à-dire Adolf Hitler.** Quelle ironie ! Les chasseurs de nazis parviennent à arrêter un vieillard alors que le FBI nous apprend que le principal intéressé aurait échappé à cette traque... Que cette opération ait réussi ou pas, l'Amérique et son président font insulte au genre humain quand ils se posent en donneurs de leçons lors de cette commémoration. [Nous mettons à disposition de nos lecteurs un lien vers ce long document de 60 pages qui a été soigneusement raturé avant d'être rendu public.](#) Ceux qui veulent approfondir le sujet peuvent consulter le site officiel du FBI.

Dans l'article précédemment cité, on accuse cet homme « d'avoir compté les billets de banque retrouvés dans les bagages de prisonniers ». Accusation inutile si on ne se pose pas cette simple question : pour qui cet homme comptait les billets ? Cet ancien SS se retrouve sous le chef d'accusation de complicité de meurtres dans au moins 300.000 cas. Le camp d'Auschwitz-Birkenau, le plus grand jamais construit par les nazis... servait-il uniquement les intérêts d'un monstre économique, IG Farben ? Ici, le terme de monstre n'est pas innocent comme nous allons le voir. A travers cette démonstration seront mis en avant ces oubliés d'Auschwitz : d'une part toutes ces firmes et les financiers absents des tribunaux et d'autre part les juifs ainsi que tous les prisonniers, victimes des pires expériences

conçues et élaborées par IG Farben et ses alliés. Sous le régime hitlérien, la société chimique Allemande IG Farben et Rockefeller Standard Oil du New Jersey se sont associées pour former un immense cartel. **IG Farben avait également dans son conseil d'administration, jusqu'en 1937, la famille Warburg, partenaire de Rockefeller dans le secteur bancaire et dans la conception de l'eugénisme Nazi.** Après l'invasion Allemande de la Pologne en 1939, la Standard Oil s'est engagée à maintenir la fusion avec IG Farben, **même si les États-Unis entraient en guerre.**

Comme nous l'avons dit plus en amont, le camp d'Auschwitz a été créé et cogéré par les SS et le groupe IG Farben. Ce lien fort entre ces deux entités qui paraissent a priori bien distinctes, révèle en fait toute la collusion existante entre les financiers allemands mais aussi, et surtout, américains ou anglais avec ce régime. Autant dire que l'Allemagne sans ces financiers internationaux, n'aurait jamais pu se relever aussi rapidement du désastre économique dû à la crise de Weimar en 1923. **Jamais cette guerre mondiale n'aurait pu voir le jour sans l'aide de Wall Street et la City de Londres.** Grâce aux plans Dawes et Young, les capitaux sortaient directement des banques Morgan, soit plus de 975 millions de dollars alloués aux trois grandes firmes allemandes : Vereintigte Stahlwerke pour le charbon et l'acier, AEG (la générale électrique allemande) et bien sûr **IG Farben pour l'industrie et la chimie.** Dès l'année 1929, ces trois cartels allaient contrôler l'économie allemande. En 1938, IG Farben fournissait à l'armée allemande plus de 50 % de ses besoins en armes et en énergie. D'ailleurs, pour préparer et assurer la guerre, les besoins en pétrole étaient gigantesques. Comme sur le sol allemand, les puits de pétrole sont quasi inexistants, **la Standard Oil de Rockefeller n'a pas hésité à offrir aux dirigeants d'IG Farben la solution miracle : ses brevets sur le pétrole de synthèse issu du charbon.** Depuis 1927, le cartel Rockefeller et celui d'IG Farben étaient associés sous une autre entité plus connue sous le nom de Standard IG. D'autres exemples sont intéressants, Averell Harriman en association avec l'industriel allemand Fritz Thyssen furent des financiers directs d'Hitler. ITT, (Internationale Telephon and Telegraph) multinationale américaine, fournira par l'intermédiaire de la famille Von Schroeder diverses technologies de télécommunication aux nazis.



Au nom de quel principe ces acteurs n'ont jamais été présentés aux différents tribunaux internationaux, puisque sans eux, le parti national-socialiste allemand n'aurait jamais pu devenir la puissance dominante de l'Europe ? **Sans ces financements, pas de guerre, pas de camp de concentration, pas de génocide.**

Mouvement pour la vie, une association oubliée

Un combat mené par 3000 survivants d'Auschwitz a été lancé en novembre 2007 pour qu'enfin la vérité soit faite sur les différents camps. Particulièrement IG Farben pour les crimes et les atrocités commis sur les prisonniers, notamment les différentes expériences humaines. **L'origine et le but de l'utilisation des cobayes humains proviennent directement de la fondation Rockefeller et de ses visées « philanthropiques » sur le contrôle de la population.** Un eugénisme du genre nouveau était nécessaire car la barbarie pratiquée sur les noirs devenait trop voyante donc trop gênante. Il fallait donc s'adapter. C'est pourquoi la fondation finança directement un savant (fou) du nom de Rüdin, chargé à partir de 1933 de mettre en place un vaste plan de stérilisation forcé. Ce qu'il fit avec succès sur les premiers prisonniers en accord avec Himmler et Hitler. Cette stérilisation fut adoptée comme une loi en juillet 1933 par le chancelier allemand. Les premières victimes furent des malades mentaux. De ce concept d'eugénisme, les nazis en avait fait un combat pour la pureté de la race aryenne : **« c'est seulement par le Führer que nos rêves de trente ans visant à l'application de l'hygiène raciale à la société devinrent une réalité, déclarait Rüdin »**. Evidemment, ces méthodes de stérilisation allaient être appliquées aux juifs. En 1943, le Dr Mengele était surnommé « l'ange de la mort » à Auschwitz pour les expériences mortelles qu'il pratiquait sur les prisonniers. Il avait mis en place des tests raciaux pour comparer la robustesse des différentes « races » face aux traitements préparés par ces « médecins » issus de la philosophie philanthropique Rockefeller. Il est à noter qu'à la fin de la guerre, le responsable de ces recherches, le directeur de l'institut berlinois Von Verschür, fut accueilli à bras ouverts par les Américains et devint membre de la société américaine de génétique. Il est avéré que ces découvertes monstrueuses étaient pour le cartel pharmaceutique de Rockefeller, la Sterling Drug, ainsi que tous les savants liés à ces recherches, d'une valeur « inestimable ».

Or, ces dirigeants n'ont jamais véritablement été recherchés. La compréhension des atrocités nazies passe pourtant par ce prisme. Le maintien du système a prédominé sur une vérité qu'il fallait absolument masquer. Rien ne devait transparaître, le stratagème employé fut simple : mettre en avant les conséquences plutôt que les causes, montrer des corps inhumains pour faire pleurer plutôt que de chercher un début de responsabilité. Le tribunal de Nuremberg n'a-t-il pas été une parodie de justice, propre à masquer une vérité diabolique ? Pour quelles raisons ou sous quelles pressions, ce tribunal n'a-t-il jamais recherché les financiers et bénéficiaires de la solution finale ? La réponse est inutile au vu de son évidence. **En effet, pour les oligarques du système, il était impossible de s'autodétruire, cette noblesse financière ne pouvait bien évidemment pas se trahir car leur plan n'était pas terminé.**

The show must go on

Pour oublier les guerres et construire une Europe forte, un nouveau dogme allait être imposé : la création d'une communauté européenne. Le système devant perdurer et l'argent continuer à affluer dans des cartels au détriment de la société, plusieurs hommes providentiels furent désignés : Schuman, Monnet, Spaak ou Coudenhove-Kalergi.

Arrêtons-nous sur un homme qui fut le lien entre le nazisme et la création de la CEE en 1957 : Walter Hallstein. L'action (ou plutôt les exactions) de cet homme prouve que **la Shoah n'a, en réalité aux yeux des élites que peu d'importance.** En effet, Hallstein fut membre de 1936 à 1945 **« de l'infâme association des protecteurs de la loi nazis, organisation construite afin de devenir le pilier juridique d'une Europe placée sous le contrôle de la coalition des nazis et du cartel IG Farben »**. **Hallstein, professeur d'économie et de droit à Francfort, était l'un des cerveaux à l'origine du plan consistant à mettre toutes les richesses d'Europe sous le contrôle d'IG Farben, dont l'une des conséquences sera la création d'Auschwitz.** Loin d'être inquiété pour sa responsabilité dans ces crimes, il poursuivit une carrière politique notamment en tant que conseiller du chancelier d'Allemagne de l'ouest (Adenauer) et particulièrement en tant que **planificateur de la construction européenne.**



En effet, en 1957, il fut l'un des signataires du traité de Rome qui scella le sort des Européens. De plus entre 1958 et 1967, **il fut nommé président de la Commission européenne avec l'aide d'anciens nazis comme Carl Friedrich Ophüls**. La construction juridique de la CEE reprend les grandes lignes des plans élaborés par les Nazis en favorisant l'attribution de brevets à son cartel attiré. A l'heure actuelle, que ce soit par l'attribution des brevets ou par l'instauration des normes, la politique économique de l'UE favorise les multinationales et ruine les artisans et les PME. D'ailleurs toutes ces normes découlent d'un autre plan, « **le codex alimentarius** », mis en place aussi par un ex-Nazi, **Fritz Ter Meer (président d'IG Farben condamné à Nuremberg à seulement sept ans de prison), censé assurer la mainmise des multinationales sur le reste de l'économie**. Même si IG Farben fut démantelé après la seconde guerre mondiale, d'autres cartels ont repris le flambeau tels Bayer ou BASF dans la continuité de ce qui avait été entrepris jusque là. Par exemple, Bayer fut dirigé par Fritz Ter Meer dès sa sortie de prison et BASF par Carl Wurster ancien membre du conseil d'administration d'IG Farben.

Quelle justice pour les victimes d'Auschwitz ?

Nos dirigeants entretiennent la pleurnicherie mémorielle au lieu de dénoncer les maîtres de la finance qui gèrent ce système sans partage.

Combattre prioritairement l'antisémitisme, le racisme ou le complotisme comme les principaux ennemis de la démocratie (voir [le discours de Hollande](#)), tout en laissant des hommes comme Hallstein reconstruire l'Europe sur les plans nazis, quelle duplicité !

Quelle démocratie s'est battue contre les causes du nazisme et de la Shoah ? Aucune. **Se servir de la Shoah comme voile pudique, en faire un business, empêcher la recherche de la vérité, restera aux yeux de l'Histoire à l'entière responsabilité de nos dirigeants et de nos élites**. Ils ne rendent aucun cas hommage aux victimes de cette barbarie. Ils ne servent en définitive que cette hydre mystérieuse qui prétend gouverner le monde. Il semblerait, in fine, que ces grands donneurs de leçons, n'aient été choisis qu'en vertu de l'incredible imperméabilité qu'ils ont de la honte !



Le grand secret : l'économie dogmatique moderne, est en fait une escroquerie !

Il suffit pour le démontrer de reprendre la grande trilogie de tous les économistes post Bretton Woods, particulièrement les nobélisés, prix décernés et sponsorisés par les banksters !

1. Le système monétaire ancien basé sur l'or empêchait la croissance, il fallait donc **créer une nouvelle base monétaire, étalonnée sur la dette**. C'est à partir de cette donnée que l'on allait créer les masses d'argent en circulation. Toute nouvelle dette se transformait en masse monétaire, particulièrement après la fin de la convertibilité du dollar en 1971.
2. La croissance était la fin dernière de toutes les sociétés, qu'elles soient civiles, nationales, transnationales. Toute entreprise qui ne fait pas de croissance décroît de facto, elle est donc appelée à disparaître. C'est en fonction de ce dogme, que l'on a détruit toutes les petites exploitations agricoles, les petits commerçants, les artisans, les PME, les exploitations minières, et enfin, les industries, quel que soit leur taille.
3. Créer de la dette, s'endetter pour faire de la croissance devenait un devoir, un dogme. Car participant au bien commun de toute l'humanité. Que ce soit au niveau domestique, communal, départemental, régional, national, entrepreneurial, quiconque n'utilisait pas ce levier était un rétrograde, pire encore, les maux du monde venaient de ceux qui faisaient de l'épargne ! Le code des impôts punissait, et punit encore les entreprises qui veulent garder des bénéfices en réserve par une taxation confiscatoire.

De ces trois dogmes découlent toute la crise actuelle qui est insoluble, qui ne peut se terminer qu'en chaos financier au profit de quelques uns.

L'arnaque de l'argent dette et du dollar

Tous les économistes modernes se réclament de près ou de loin Keynésiens, malheureusement le schéma proposé par ce dernier à Bretton Woods ne valait qu'à la condition de respecter la formulation de sa monnaie d'échange internationale, le Bancor. Ce dernier permettait d'éviter les déséquilibres importants dans les balances extérieures. C'est pour cette raison que le général De Gaulle exigeât de l'or contre des dollars. **Ce n'est donc pas pour une raison économique que l'or a été écarté du système financier, mais simplement parce qu'il était le miroir impitoyable de la duplicité américaine dans sa politique monétaire.** En refusant de livrer l'or et de respecter sa conversion, tout en continuant d'imposer le dollar comme monnaie de réserve mondiale, après les accords de Bretton Woods, **les Etats-Unis ont légalisé la fausse monnaie ; toutes les guerres, les crises pétrolières, financières n'en sont que la conséquence**, au profit de qui ? La CIA se chargera en mai 68 de laver l'honneur du dollar, en finançant les grands penseurs du mouvement.

Les banquiers libérés par Nixon vont s'en donner à cœur joie

Pour démontrer la sournoiserie des « banksters », il suffit simplement d'exhumer leurs propos, et nous ne choisirons pas les moindres, juste pour éviter l'accusation du crime de partialité. Commençons donc par le premier point, la création de l'argent dette et son vrai but. Nous appelons à la barre, l'homme qui a inventé, durant son règne, plus de dollars papier (dette) que tous les gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (FED) avant lui. Alan Greenspan, dont le nom se traduit littéralement par « casserole verte », il aurait fallu ajouter un « s » à son nom tant il traîne de casseroles. Ce dernier savait très bien ce qu'il faisait, ce qu'on lui demandait de faire et de surcroît méprisait le monde des économistes.

Baisse du chômage en trompe l'œil aux États-Unis

A l'unanimité la presse économique occidentale nous vend la baisse continue du chômage aux Etats-Unis, officiellement à 5.8% de la population active. C'est ici qu'intervient Jim Clifton, président directeur général de Gallup (site Internet d'analyses économiques et de statistiques) selon lequel ce chiffre est un mensonge : en effet, selon M. Clifton, l'abandon de recherche vaut renoncement au bout de 4 semaines, de fait, ces personnes ne sont plus comptabilisées comme demandeur d'emploi. La plupart des gens ont donc été purement et simplement effacés des listes. Toute ressemblance avec le système français est purement fortuite...

Toujours selon le dirigeant de Gallup, ce sont plus de 30 millions de personnes qui demeurent sans emploi aux États-Unis, soit 18% de la population active. Effectivement, sous cet angle, le tableau est bien moins rose que décrit.



C'est pour cette raison qu'il s'amusait à dire, après ses déclarations de politique monétaire de la FED, aux journalistes spécialisés qui l'interrogeaient :

« Si vous m'avez bien compris, c'est que je me suis mal exprimé »

Cet homme, d'une intelligence remarquable, avait néanmoins une conscience qu'il réservait à ceux qui ont encore des yeux pour voir, pour lire et des oreilles pour entendre : dans « L'or et la liberté économique », qui est le chapitre 6 d'un ouvrage collectif jamais traduit en français, sorti en 1967 (*Capitalism, the Unknown Ideal*), Greenspan montre que sans l'abandon de l'or comme étalon monétaire, les « étatistes » n'auraient jamais pu prendre les commandes :

« Une hostilité presque hystérique à l'égard de l'étalon-or est un trait commun aux « étatistes » de toutes tendances. Apparemment ils comprennent (peut-être plus clairement et plus subtilement que beaucoup de défenseurs du libre échange) que l'or et la liberté économique sont inséparables, que l'étalon-or est un instrument de la liberté économique et que l'un ne va pas sans l'autre ».

Implicitement, il dénonce l'argent dette comme un moyen de dictature et que l'étalon or a été détruit non pas par obsolescence, mais pour détruire un instrument de liberté ! A la fin de son mandat à la tête de la FED, il répondit sèchement à un journaliste qui lui demandait s'il reniait ou s'il devait changer une ligne de son étude de 1967 : « je n'en change pas une ligne ! »

Il reste une question à résoudre

Pourquoi le gouvernement et les banques US manipulent-ils les prix de l'or et de l'argent, si vraiment ces derniers n'avaient aucun intérêt ou enjeu stratégique futur ?

Il est assez facile d'y répondre, mais avant de se demander pourquoi, ne vaut-il pas mieux se demander qui ? Car en fait, le nom des banques n'est qu'une couverture, et si leurs opérations sont longues et pénibles à suivre et à comprendre, elles n'en restent pas moins à la portée de ceux qui s'en donnent la peine. Ce n'est pas avantageux pour les banques concernées que sont HSBC, Barclays, Crédit Suisse, UBS, Deutsche Bank, Goldman Sachs, J.P. Morgan, Société Générale, Standard Bank et Bank of Nova Scotia, de manipuler le prix de l'once à des niveaux si bas,

tout en étant sous le coup de plusieurs enquêtes.

Dans quelques mois tout le gratin du conspirationnisme va encore se donner rendez-vous à la réunion annuelle des Bilderberger. Il ne manquera pas de commentaires, de fumeuses théories du complot d'un côté, et de larges sourires de la part des sommités qui se retrouveront dans cette réunion. Tant que la piétaille regarde par-là, elle ne voit rien ailleurs ! Certains ont fait leur fond de commerce des révélations et secrets concernant ce cercle. Ces réunions deviennent de plus en plus fréquentes tant les officines discrètes et non gouvernementales, élues par personne imposent les décisions politiques et économiques. D'autres encore toujours non élus, dont la mission est d'entériner ces décisions : CFR, Trilatéral, forum de Davos, qui ne sont qu'une partie visible de l'iceberg. Cependant aucune de ces entités n'a de prédominance dans les questions monétaires. N'oubliez jamais cette phrase : « **Donnez-moi le pouvoir de créer la monnaie et je me moque de qui fait les lois !** » Elle serait non pas du fondateur de la dynastie Rothschild mais de son fils qui portait les mêmes prénoms, mais inversés.

Il faut donc pousser sa curiosité un peu plus loin et remonter l'histoire. S'il existe un pouvoir occulte, il se trouve forcément dans la plus grande et plus puissante banque du monde : la FED. **80% de la banque fédérale de New York, de loin la plus puissante branche de la Réserve Fédérale, est détenue par seulement huit familles, dont quatre qui résident aux États-Unis. Ce sont les familles Goldman Sachs, Rockefeller, Lehman et Kuhn Loeb de New York, les Rothschild de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourg, les Lazard de Paris et les Israël Moses Seif de Rome.** Rien de bien sensationnel encore, c'est presque une banalité. La création de cette banque a été décidée sur l'île Jekyll par environ sept personnes connues de façon indiscutable :

- Le Sénateur Nelson Aldrich accompagné de son secrétaire privé, Shelton, président de la National Monetary Commission (Commission Monétaire Nationale) créée en 1908 et entérinée par le président Théodore Roosevelt à la suite de la panique monétaire de 1907.



- John Pierpont Morgan, beau-père de J.D. Rockefeller, et grand-père de Nelson Rockefeller, n'était pas présent, mais triplement représenté. Il s'occupait également des affaires de la famille Rothschild d'Angleterre. Les représentants de J.P. Morgan étaient : Henry Davison, associé principal de la John Pierpont Morgan Company et considéré comme son émissaire personnel.
- Charles Norton, président de la First National Bank de New York, dominée par J.P. Morgan Company. Benjamin Strong, le directeur général de la J. P. Morgan's Bankers Trust Company, et connu pour être également un lieutenant de J.P. Morgan. Il devint d'ailleurs le P.D.G. de la banque trois ans plus tard, suite à l'adoption de la Loi sur la Réserve Fédérale. Ces deux banquiers représentaient, eux aussi, les intérêts des Rothschild.
- Jamais cité dans les archives connues, on peut rajouter George F. Baker, un des associés les plus proches de J.P. Morgan. Après sa mort le 3 mai 1931, le New-York Times écrivit : « Le club de l'île Jekyll a perdu un de ses membres les plus distingués ».
- Était également présent, Frank Vanderlip, le président de la National Bank de New York, la plus grande et la plus puissante banque d'Amérique. Il représentait les intérêts financiers de William Rockefeller et de la société d'investissement internationale Kuhn, Loeb and Company.
- Le gouvernement était représenté par A. Piatt Andrew, secrétaire adjoint du Trésor et aide spéciale de la National Monetary Commission.

Cette fine brochette représentait donc les intérêts croisés des plus grands groupes bancaires mondiaux : les Morgan, les Rothschild, les Warburg et les Rockefeller. Les historiens du Nouveau Monde les appelleront les Barons voleurs. Ils représentaient à eux seuls en ce temps, directement et indirectement, un quart de la richesse planétaire globale. Mais ces personnes avaient une autre particularité : tous les membres importants de la réunion en 1910 sur Jekyll Island étaient des **Pilgrims** : Vanderlip, Strong, Warburg, Davison, Norton, et Aldrich. Le plus proche allié du sénateur Aldrich au congrès, Edward B. Vreeland, était un Pilgrims aussi. Avec son frère, il a aidé Aldrich à établir une banque centrale privée. Bien sûr, J.P. Morgan, George F. Baker, John D. Rockefeller, et Jacob Schiff étaient également membres

de la Pilgrims Society. Gardez à l'esprit que ces personnes étaient souvent en concurrence les unes avec les autres et n'étaient pas nécessairement des amis, comme tant d'autres gens semblent le penser.

Les cinq premiers présidents de le FED étaient des membres de cette société.

Officiellement créée en 1902 pour l'Angleterre et 1903 pour les Etats-Unis, cette société était censé resserrer les liens d'amitiés entre les deux pays. Il n'y a que deux centres dans le monde : Londres, soit la City et New York donc Wall Street. Cette honorable société a été mise à jour par un de ses membres, le Dr Carroll Quigley qui a relaté les objectifs des Pilgrims, sans les nommer, dans une œuvre jamais traduite en Français, «**Tragedy and hope**». Ultra élitistes, ces personnes prétendent savoir ce qui est bon pour la piétaille, et ce qui est mauvais, en premier lieu la liberté. Leur blason et son épigramme « Hic et Ubique », ici et partout, résume parfaitement leurs fins. Dans son ouvrage, le bon Dr Quigley résume plus simplement la chose :

«Le but des banquiers internationaux était rien de moins que de créer un système mondial de contrôle financier dans des mains privées capables de dominer le système politique de chaque pays et l'économie du monde dans son ensemble.

Un banquier prendra la tête de Libération et L'Express

Le groupe de presse Mag & News Co constitué par Patrick Drahi, homme d'affaire israélien, vient d'acquérir le quotidien Libération et l'hebdomadaire l'Express après avoir racheté les groupes de télécom SFR et Numéricable et crée une chaîne d'informations continues basée à Tel-Aviv, i24.

Patrick Drahi vient de nommer Bernard Mourad, banquier d'affaires chez Morgan Stanley, pour gérer ce groupe de médias. A chacun son bankster. Les maîtres financiers qui dirigent l'Europe ont bien été formés par Goldman Sachs. Même si ce procès n'est pas nouveau, il est curieux de constater que la mainmise sur la liberté de la presse et donc a fortiori sur la liberté d'expression chère aux «Charlies», ne choque personne. Les questions qui se posent aujourd'hui pourraient être : peut-on parler d'influence israélienne dans les médias français sans être accusé de tous les maux de la terre ? Libération et l'Express continueront-ils de percevoir des aides de l'état français alors qu'ils viennent de passer sous pavillon israélien ?



Ce système devait être contrôlé de manière féodale par les banques centrales du monde agissant de concert, par des accords secrets préparés dans des réunions et conférences privées fréquentes» (Tragedy and hope, 1966).

La puissance de cette société est à peu près égale au silence médiatique qui l'entoure. Mais la liste de ses membres, particulièrement du monde intellectuel ne laisse planer aucun doute sur ses origines. Ses racines plongent dans ces clubs anglo-saxons suprématistes de la fin du XIXème siècle. La partie visible de ces doctrines sont véhiculées par les WASP persuadés que Dieu les a mis sur terre pour guider l'humanité. Nous reviendrons sur ce thème dans une future publication, la question du moment restant le contrôle monétaire et la mise à l'encan de l'or depuis 1971.

Ces manipulations n'étant plus à démontrer, tant elles sont connues, ce n'est peut-être pas un hasard

si les rats de Londres ont quitté le navire, **Rothschild en tête, du London Bullion Market Association (LBMA) qui avait en charge de fixer le cours journalier des métaux précieux !**

Ces financiers londoniens sont aller discrètement en Chine continuer leurs affaires, sous la couverture de leur filiale, la banque sud-africaine Standard Bank et peuvent éventuellement s'offrir indirectement les services de la plus grande banque centrale communiste, la Bank of China.

Comme par hasard, **la famille Rothschild occupe les plus hauts rangs dans la banque centrale des Etats-Unis et de Grande-Bretagne ainsi que le plus haut poste des Pilgrims Anglais, au côté de la reine Elisabeth II.**

Suite dans le numéro 2.

[La Norvège profite du recul de la banquise](#)

La modification du climat est une catastrophe pour la biosphère et le biotope. La banquise qui recule est une conséquence des plus aisées à observer mais elle est devenue aussi un enjeu économique car les pays limitrophes ont une opportunité économique : de nouveaux puits de pétrole à forer. Cette course ne pourrait-elle pas se transformer en une nouvelle guerre énergétique ? En effet, le gouvernement norvégien compte «redéfinir» les frontières officielles de la banquise. Nul doute que les pays limitrophes voudront eux aussi tirer leur épingle du jeu comme la Russie pour qui l'Arctique est «une question de sécurité nationale».